

# Le libertaire

HEBDOMADAIRE ANARCHISTE

9, RUE LOUIS-BLANC. — PARIS (10°)

Chèque postal : Férendel 586-65 Paris

Pour l'Administration du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à Georges VIDAL

Pour la Rédaction du "Libertaire" et de la "Revue Anarchiste" s'adresser à André COLOMER

## ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an . . . 10 fr.	Un an . . . 15 fr.
Six mois . . 5 fr.	Six mois . . 8 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

## Les contre-révolutionnaires d'Allemagne (1)

(Suite et fin.)

On ne saurait trop répéter que la Social-Démocratie Allemande a trahi, ignominieusement trahi la Révolution et, pour dénoncer et flétrir cette félonie, on pourrait épuiser la langue la plus riche, sans parvenir à exprimer complètement l'indignation et la colère qu'en ressentent les Révolutionnaires de tous les pays.

Ce serait à désespérer de tout si, à l'avenir, cette odieuse Social-Démocratie, ses méthodes et ses tactiques n'étaient pas définitivement lâchées et n'étaient combattues par tous ceux qui travaillent consciencieusement à l'émancipation prolétarienne. Toutefois — et avant tout — il y a lieu d'observer que, seuls, peuvent être surpris de cette infâme trahison, les aveugles qui s'obstinent à ne pas voir qu'un Parti politique au Pouvoir est, par sa fonction même, un obstacle à la Révolution sociale.

Parmi ces aveugles plus ou moins volontaires, il convient de ranger sans ménagement les adeptes du Parti communiste qui, au moins en Saxe et en Thuringe, avaient constitué, d'accord avec les hommes de la Social-Démocratie, les gouvernements « dits » ouvriers de ces deux pays.

L'appréhension la plus indulgente qu'on puisse formuler sur le cas de ces ministres communistes, consiste à admettre qu'ils ne sont coupables que d'avoir eu sottement confiance en leurs collègues social-démocrates dont ils n'auraient pas été les complices, mais les dupes.

Il est bien difficile d'admettre cette appréciation. La plus élémentaire logique s'oppose à ce qu'on les sépare de leurs collègues.

Voici pourquoi. Les chefs du Parti communiste, tout comme ceux du Parti social-démocrate, ne poursuivaient qu'un but : s'emparer du pouvoir politique à la faveur des circonstances et, le pouvoir conquis, s'y maintenir, comme en Russie, par la dictature sur — ce qui veut dire « contre » — le Proletariat.

L'action révolutionnaire ne les intéressait que dans la mesure où elle favoriserait leurs desseins. Il y a pire : communistes et social-démocrates, totalement fascinés par cette conquête du pouvoir gouvernemental, n'apercevaient rien, n'imaginaient rien, ne voulaient rien au delà de cette conquête. Ils étaient déterminés à pousser le mouvement dans ce sens, à le pousser jusqu'à, mais à le réfréner, à le combattre, à le fuir s'il s'avait d'aller plus loin.

Ce que j'avance, je pourrais le prouver par des textes d'une précision et d'une clarté indiscutables. J'engage ceux qui en douteraient à revoir la collection de l'Humanité, du Bulletin Communiste, de la Vie Ouvrière, de toutes les publications communistes parues depuis plusieurs mois. Ils n'auront pas besoin de passer cette collection à la loupe, pas besoin de se livrer à des interprétations ou commentaires plus ou moins tirés par les cheveux ; ils seront tout de suite et pleinement édifiés.

Voici deux citations, rien que deux :

1° ADRESSE DES JEUNES COMMUNISTES FRANÇAIS AUX OUVRIERS D'ALLEMAGNE.

Votre lutte est la nôtre.  
« Toutes les nouvelles d'Allemagne nous montrent que la guerre civile, la peine volée, qui chaque jour fait des victimes, s'approche de la bataille décisive entre la bourgeoisie et la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir politique. »  
Et c'est signé :

Le président de la Conférence nationale des J. C. : Chamford, Lebertois, Schreckler, Guilleau, Stainville.  
(L'Humanité du 6 novembre, première page, 6° colonne.)

2° PARTI COMMUNISTE  
CAMPAGNE DE RECRUTEMENT  
DE LA FEDERATION DE LA SEINE.  
APPEL

« Travailleur de la Seine... tu adhères au seul parti politique qui veut et prépare la conquête du Pouvoir par le prolétariat. »

Le Comité Fédéral.  
(L'Humanité du 8 novembre, 2° page, 4° colonne.)

On remarquera que ces citations, d'une limpidité de cristal ne sont pas extraites d'un article qui pourrait s'exprimer que la pensée de l'auteur et n'engager que celui-ci. Elles sont puisées dans deux documents ayant un caractère collectif et officiel.

Il est donc prouvé, archi-prouvé que l'action communiste, au cours des évé-

(1) Voir le Libertaire de la semaine écoulée.

## Nous sauverons Nestor Makhno

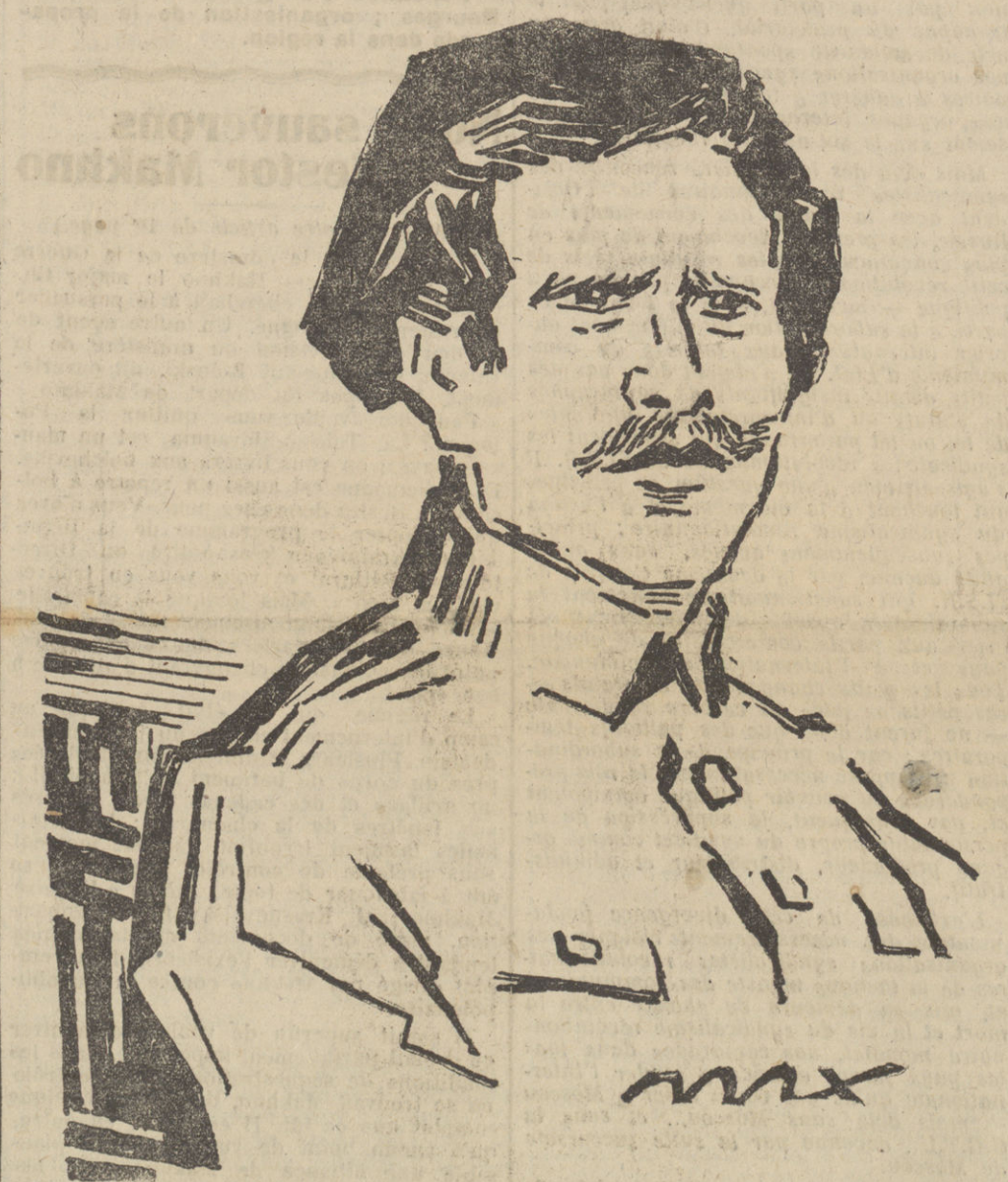
C'est donc le 27 novembre que Nestor Makhno comparait devant les tribunaux polonais. Dans le dernier numéro du Libertaire, notre ami André Colomer a tracé à grands traits la figure du grand révolutionnaire russe. Dans la Revue Anarchiste on pourra lire l'étude documentée de notre camarade Archimovitch sur le mouvement makhnoviste. Il n'est pas inutile, toutefois, pour bien faire connaître l'agitateur ukrainien, de situer définitivement les événements relatifs à son procès. Trop de camarades ignorent encore les circonstances au cours desquelles Makhno fut victime à la fois de la « justice bourgeoise » et de la « justice soviétique ». D'après les dernières informations qui nous sont parvenues, voici quelle est la situation de notre camarade :

Les autorités polonaises qui avaient commencé par interner Makhno dans un camp de concentration, puis dans une véritable prison, ont imaginé de lui intenter un procès judiciaire. L'acte officiel d'accusation lui inculpe un accord et des

cette façon que fut construite une affaire à la suite de laquelle Makhno devra passer en cour de justice.

Cependant, toute cette histoire n'est point vraisemblable, étant fondée en entier sur les faux dires de J. Krasnovolsky, qui est au service soit de la Délégation Soviétique, soit de la Défensive, ou peut-être encore — et ceci est plus que probable — des deux à la fois. Les faits qui vont suivre corroborent notre affirmation.

Lorsqu'il passa, au printemps de 1922, la frontière de Roumanie en Pologne et se trouva interné dans un camp de concentration, le camarade Makhno s'adressa immédiatement aux autorités polonaises, leur demandant de lui donner l'autorisation de quitter le territoire de la République de Pologne et de se rendre dans un des Etats limitrophes, en Allemagne ou en Tchécoslovaquie. Il n'écrit pas moins de douze demandes de ce genre, adressées à qui de droit : au ministère de l'Intérieur (deux fois), au Parlement (à la fraction des P.S.), au maréchal Pilsudski et à d'autres.



accointances avec les représentants et les agents de la Délégation Soviétique de Varsovie, avec lesquels il aurait voulu organiser une rébellion en Galicie afin d'en opérer la sécession. L'accusation est fondée en entier sur les dépositions d'un certain J. Krasnovolsky — personnage vague et fort douteux, qui s'insinua auprès des makhnovistes au temps de leur émigration en Roumanie, essaya vainement de gagner la confiance de Makhno, le priant de le charger de différentes commissions confidentielles, mais qui n'obtint rien de ce qu'il désirait, car toute sa conduite paraissait fort suspecte.

Se trouvant interné au cours de l'été 1922 dans le même camp (en Pologne) que les makhnovistes, J. Krasnovolsky « tenta de fuir » dans la nuit du 2 au 3 août, fut « surpris » par la défensive polonaise (Service de Sécurité) et, après avoir été envoyé au camp comme qu'il aurait été envoyé par N. Makhno vers l'agent bolcheviste à Varsovie, Maximovitch, avec mission de lui remettre certains documents cryptographiques. La Défensive se mit à instruire l'affaire et prétendit découvrir un soi-disant complot préparé par N. Makhno et dirigé contre la République polonaise. C'est de

Ne recevant aucune réponse à ces demandes répétées, la femme de Makhno, G. Kouzmenko, se rendit le 18 juillet 1922 à Varsovie au ministère de l'Intérieur et à celui de la Guerre pour solliciter un permis de quitter la Pologne. Voici ce qu'elle s'entendit déclarer à la Guerre par le chef des camps d'internement, le général Jélikovski : « Attendez que nous ayons fini d'examiner votre affaire (c'est-à-dire celle de Makhno et les camarades internés avec lui), nous verrons alors ce qu'on fera de vous. Nous ne pouvons pas vous laisser impunis, car trop de citoyens polonais ont eu à pâtir en Russie de vos agissements. »

Le 30 juin, une Commission bolcheviste de Réparations vint au camp de Strzalkowa où se trouvait en ce moment Makhno. Quatre makhnovistes qui s'y trouvaient avec lui le prièrent de ne point s'opposer à leur rapatriement. Makhno se fit un devoir de solliciter lui-même qu'on les y aidât et qu'on les transférât dans la division des internés s'apprêtant à partir pour la Russie. Ce à quoi le commandant lui répondit : « Ni vous, ni les vôtres ne pourrez partir d'ici ; si vous insistez pour le faire, vous serez punis. »

(Lire la suite en 2° page.)

crise, elles se soucient peu des querelles de parti, des intrigues, des combinaisons et des marchandages qui s'engagent sur leur dos ; et toutes les tactiques, toutes les actions, toutes les attitudes qui ont pour résultat de mettre un frein à leurs emportements et de contenir ou dériver leurs transports constituent autant de trahisons et d'actes contre-révolutionnaires.

Toute action révolutionnaire compte trois adversaires : les ennemis de classe, les indifférents et les faux amis. Ces derniers sont les plus dangereux ; ils sont aussi les plus criminels.

Finira-t-on par comprendre cette vérité ?

Ce n'est pas pour le plaisir — je n'en éprouve aucun — de triompher et d'établir — une fois de plus — à la lueur des faits l'excellence de notre conception révolutionnaire ; ce n'est pas davantage dans le but de discréditer des tendances adverses, que j'ai voulu faire la preuve de l'écrasante responsabilité de la Social-Démocratie et du Parti communiste dans le lamentable avortement de la Révolution Allemande.

## A BOURGES

### La Minorité affirme le Syndicalisme contre les Politiciens de l'I.S.R.

Bourges, 13 novembre. — L'impression prédominante de ces deux premières journées du Congrès extraordinaire de la C. G. T. U., ouvert depuis le 11 novembre, est celle-ci : la minorité syndicaliste vient de s'affirmer homogène et redoutable, à un tel point que le Bureau Confédéral et la majorité se sont vus contraints de reculer l'examen d'une question sur laquelle le bluff le plus formidable avait été fait dans les journées mêmes qui précéderont le Congrès. Mis au pied du mur, au sujet des événements d'Allemagne, Monmousseau a dû avouer que rien ne permettait plus de bouleverser l'ordre du jour du Congrès pour s'occuper d'abord de la fameuse « Révolution communiste allemande ». Cependant, nous nous souvenons encore de la formule de Cachin, réclamant que « toutes affaires cessantes », la seule question d'Allemagne fût à l'ordre du jour de toutes les organisations. C'est un dégonflage significatif. Les ouvriers commencent à voir clair. Les politiciens sont contraints de faire machine en arrière.

Dès le début du Congrès, notre camarade Lecoin avait présenté, au nom du Syndicat Unique du Bâtiment, la motion suivante :

Au début des travaux de ce Congrès, le Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine croit indispensable de mettre en garde les délégués présents contre toutes manœuvres scissionnistes.

Il constate que l'unité de la Confédération Générale du Travail Unitaire est mise en péril, depuis plus d'une année par la majorité confédérale et ses représentants qui par leur connivence avec un parti politique conduisent notre C.G.T.U. à la scission, aussi nettement que les hommes de la rue Lafayette y conduisirent, par leur acquiescement avec un gouvernement, la vieille C.G.T.

Véritablement, le S.U.B. ne désespère pas. Il péage que la minorité ne tombera pas dans le piège à elle tendu : qu'aucun incident, si violent soit-il, n'ébranlera son désir d'unité et que, maintenue minorité par la volonté de ce Congrès, elle pourra rester fidèle à la C.G.T.U. pour pouvoir, un jour, faire de celle-ci une organisation syndicale révolutionnaire, au lieu d'une filiale d'un parti politique gouvernemental.

Pour le Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine.

Les délégués :  
LECOIN, CHARBONNEAU, LE PEN.

Fait caractéristique, la motion du Bâtiment est pleinement approuvée et défendue, devant le Congrès, par Lartigue (des n'hésite pas à déclarer que l'empressement du Parti Communiste sur les syndicalistes est le principal facteur de la scission dans l'organisation des ouvriers.

Hypocrite, Monmousseau dépose contre la motion du Bâtiment, une résolution datant de Saint-Etienne. Ainsi, les syndicalistes s'engagent à encaisser, sans réserve, toutes les fautes politiques des Moscou.

Lecoin précise que, quelles que soient les décisions prises par ce Congrès, nous resterons dans la C. G. T. U. qui appartient aux syndicalistes et aux politiciens. Nous ne permettrons pas aux Communistes de s'en emparer. « Si nous sommes décidés à rester, à tout prix, dans la C.G.T.U., nous sommes décidés aussi à tout faire et à employer tous les moyens pour amener la majorité au respect de la liberté syndicale. »

Marie Guillot, se ralliant à la thèse du Bâtiment, rappelle comment les Communistes sont parvenus à s'emparer de la Commission féminine syndicale. Et elle déclare énergiquement : « Nous ne nous laisserons pas faire. »

Brouchou dit que depuis Saint-Etienne, le Bureau confédéral a violé les engagements qu'il avait pris au sujet de l'autonomie du syndicalisme. Monmousseau est donc qualifié de se réclamer d'une motion votée à Saint-Etienne.

On passe au vote à mains levées sur la motion du Bâtiment. Plus d'un tiers des voix s'affirment nettement pour elle et contre le Parti Communiste. Sur cette résolution, la minorité vient de réaliser l'unité ; si nous en jugeons par la tournure des événements.

## LE RAPPORT MORAL

Sur le rapport moral, Marie Guillot fait une déclaration. Nous ne sommes pas complètement d'accord sur tous les points de cet exposé, mais il exprime dans des termes si beaux, une telle pureté de conception sociale et une telle indignation morale, que nous croyons utile de le reproduire ici in extenso. Un tel document contribuera à l'histoire du syndicalisme français.

## DECLARATION DE MARIE GUILLOT

Le fractionnement en deux du Bureau confédéral provient d'une question d'orientation. Et je ne peux pas expliquer notre position sans traiter de l'orientation syndicale.

Je le ferai brièvement, selon mon habitude, mais je ne peux me dispenser de le faire, ce serait risquer de briser ma ligne directrice.

On a beaucoup controversé sur le sens du vote de Saint-Etienne ; une chose est indéniable aujourd'hui, c'est que, parmi les éléments qui formeront la majorité, une fraction, qui eut comme porte-paroles (d'abord) Lartigue et Marie Guillot se montra fort soucieuse d'autonomie et d'indépendance syndicales. Monmousseau, pour rattacher cette opposition, partisane de l'adhésion à l'I.S.R. modifia la rédaction de cette motion et demanda la suppression de la liaison organique entre l'I.S.R. et l'I.C.

Comme à ce moment, rien ne permettait de douter de l'attitude syndicaliste de Monmousseau — et que la motion Besnard laissait entrevoir la création d'une autre Internationale révolutionnaire à Berlin — cette fraction, qui voulait, avant tout ne pas scinder en deux les forces syndicales révolutionnaires, se rallia à la motion Monmousseau, corrigée.

Une adjonction Cogtel vint d'ailleurs renforcer cette position : en cas de non-acceptation par l'I. S. R. de notre point de vue, les syndicalistes devaient être consultés et décider, eux seuls, de l'affiliation ou de la non-affiliation.

Au début, une entente relative existait à la C. E. et au Bureau confédéral. Je dois dire, néanmoins, que les relations entre Monmousseau et moi, ne furent jamais amicales. Monmousseau se souvint du résultat de la position que j'avais prise à Saint-Etienne et, comme je procédais toujours dans mes directives de cette position, et lui de la sienne, nous restions souvent en désaccord de pensée. C'est ce que Monmousseau traduisit un jour, à sa sortie de la Santé, en disant devant le Bureau confédéral et le délégué de l'I.S.R. : « Que toute ma conduite provenait de la position que j'avais prise à Saint-Etienne. »

Je dois donc préciser — le compte rendu en fait foi — que je voulais notre adhésion à l'I.S.R. et que je me refusais à considérer la possibilité d'existence d'une troisième Internationale syndicale, pour ne pas fractionner les forces syndicales révolutionnaires ; je voulais que ce fractionnement conduirait à créer des mouvements syndicaux liés aux mouvements politiques — chose que je ne pouvais admettre en qualité de syndicaliste révolutionnaire, convaincu de la force intrinsèque révolutionnaire du syndicalisme.

Cette conception était toute différente de celle de Monmousseau. Aujourd'hui, nous en possédons les preuves très nettes : Monmousseau, au Congrès de l'Enseignement, a dit, en parlant de l'I.C. et de l'I.S.R. : « L'I.C. prépare la révolution, la Révolution internationale ; l'I. S. R. forme l'armée de choc. »

Ce qui signifie, transporté sur le plan national : que le P. C. est le groupe des militants révolutionnaires, encadrant la troupe ; et que les syndicalistes sont l'armée du P.C.

Cette conception n'est pas la mienne. C'est une conception d'ordre politique et bien reconnaissable, bien qu'elle soit déformée. C'est la pensée de toujours des Partis politiques.

On nous dit, et à tort, car la motion d'Amiens vise à la fois, les opinions politiques et philosophiques :

« La motion d'Amiens s'opposait à l'action sur les syndicalistes des partis politiques et électoralistes. Or, le P.C. n'est pas électoraliste, il est révolutionnaire. »

Outre que la preuve n'en est pas encore faite, je dis que tout Parti, si révolutionnaire qu'il soit, ne sera jamais aussi apte que les syndicalistes à préparer des militants vraiment révolutionnaires.

L'action syndicale est la véritable action révolutionnaire, car elle est la seule issue de classe. Cette action positive fait surgir des « masses », plus sûrement que la théorie ou l'activité politique des énergies, des volontés, des consciences — énergies, volontés, consciences révolutionnaires.

Ces militants, formés par l'action, seront, pour être catalogués « éléments révolutionnaires », dans l'obligation de suivre les disciplines d'un parti ?

Il apparaît bien que, dorénavant, ne sont considérés comme révolutionnaires que les hommes et les femmes disciplinés aux disciplines d'un Parti. Alors que des hommes et des femmes qui sont de véritables forces nées de la lutte sociale, des lutteurs, des organisateurs sont traités de contre-révolutionnaires et de petits-bourgeois.

Ce serait risible cette querelle d'étiquette, si le mouvement ouvrier n'avait à souffrir de la mentalité qu'elle révèle. Ce mouvement pour lequel nous nous sommes sacrifiés quelque chose, tirerait une force immense de l'intelligente collaboration de tous ses éléments.

Pour y arriver, il faudrait renoncer à l'esprit de parti ou de secte.

Quoi qu'il en soit mon arrivée à la Grange-aux-Belles ?

Le Bâtiment, ce pied, traité comme s'il n'était pas de la maison et lui-même, traité par la minorité de la même façon.

J'ai vu la critique injuste, partielle se dresser contre lui, et je l'ai vu lui-même critiquer les autres sans être allé aux informations.

Monmousseau, à Moscou, dans son discours, a montré du doigt et presque poussé

SEBASTIEN FAURE.



du pied les anarchistes de notre mouve-

ment syndical.

Eux le traitent de « jaunes » et font peser sur son présent et son avenir l'équilibre d'un débalancement.

Après les déclarations de janvier, on a fait l'affront à trois secrétaires confédéraux : Cazals, Dondoul, Maria Guillot, de les laisser à l'écart des réunions du Comité d'Action.

Vendredi 2 novembre dernier, à la C. E. Monmousseau a déclaré, sur une question de la minorité : « La majorité saura prendre ses responsabilités et n'attendra pas que d'autres les prennent à sa place. Elle se passera de la minorité dans la direction de l'action si l'action est nécessaire ; elle a dans son sein assez d'éléments capables de se sacrifier pour la Révolution allemande ».

Comme si être l'adversaire de l'emprise des partis sur notre mouvement atteignait notre foi et notre dévouement révolutionnaires.

Je connais des gens tranquilles, qui ne parviennent pas à tenir des discours enflammés, mais qui ont fait tranquillement leur besogne révolutionnaire, tranquillement ont brisé leur avenir et risqué leur gagne-pain pour leurs idées et, tranquillement toujours, car tout le monde ne peut pas trépidier, même en parlant de révolution, sans plus briser et s'il le faut, mourir à leur poste de combat révolutionnaire.

Je crois que l'intérêt d'un mouvement demande que la majorité, au lieu de forcer son point de vue, s'attende, sans l'abandonner, pour rallier la minorité au maximum d'action commune.

On a traité en suspect la parole de la majorité qui se montrait jalouse d'autonomie syndicale et qui s'était du fonctionnement des Commissions syndicales. On a traité en suspect la parole de la C. D. S. Or, ces C. S. ont commencé à faire parler d'elles juste au moment où C. D. S. n'ayant que des broutilles à nous reprocher, allait perdre pied.

On a traité de C. D. S. (à ce moment, la division politique n'était pas encore très nette), puis de résistants, les membres de la minorité de la C. E. qui ont voulu continuer l'effort des communistes dans les syndicats. Et alors que fin novembre une majorité importante blâmait Frossard, secrétaire du P. C., faisant la leçon à la C.G.T.U. (sur la proposition de Marie Guillot), on n'arriva pas à émettre la majorité lorsque le travail des Commissions syndicales devint sensible à Paris.

Depuis, cette majorité s'en fut répétant que les G. S. R. sont l'œuvre de Frossard !

Les G. S. R. sont non œuvre, et je le revendique ; on comprendra mieux pourquoi lorsque l'aurait exposé ma conception du mouvement syndical.

Depuis des mois (c'est en juin qu'ils naquirent), je voyais les syndicalistes battus dans les syndicats, découragés par une coalition communiste qui ne respectait ni les services rendus au mouvement syndical, ni l'esprit syndicaliste ; qui bousculait, par des combinaisons ingénieuses faussant le jeu des A. G., les militants qui ne voulaient pas se plier aux directives d'un parti, je voyais les éléments violents de la partie adverse se dresser, à leur façon, contre cette intrusion et des batailles se produisaient dans les A. G. et jusqu'au Comité de l'U. D. de la Seine.

Entre les extrêmes, nos forces syndicalistes s'efforçaient. Je sentais qu'il fallait rallier les découragés et les tenir sur les rangs. J'y songeais pendant la durée de nos amonitions ; mais l'esprit était tel à ce moment qu'on n'aurait accusé de tirer dans les jambes des prisonniers.

J'attends un peu de temps après la libération, espérant toujours un redressement syndicaliste de la majorité — redressement qui ne vint pas. Au début de juin, je fis appeler des minoritaires connus et nous convoquâmes une réunion d'essai ; puis, nous trouvâmes d'accord, nous décidâmes de former notre groupe.

Ce groupe est syndicaliste. Aujourd'hui, on feint d'ignorer le syndicalisme, et, de parti pris, poursuivant un but déterminé, on fait semblant de croire que les syndicalistes marchent à la remorque de politiciens qu'on abhorre. Le syndicalisme est assez solide pour se rire de ces partis pris, les passions politiques aveuglent de bons camarades qui ne reconnaissent plus leurs anciennes doctrines syndicalistes. Penons contre le courant qui tend à briser nos organisations (pour soi-disant servir la révolution : singulier moyen de le servir !)

On ne sait plus penser en syndicalistes. On le réapprendra, c'est sûr.

La majorité de la C. E. a voulu ignorer les Commissions syndicales — elle qui avait combattu le C. D. S. Par cela même, elle s'a encouragée. On n'a rien fait pour calmer les appréhensions des syndicalistes. Puis on a mis à profit, pour le syndicalisme, les violences (blâmes, certes) d'hommes qui se laissent emporter par leur tempérament.

La fraction qui se défend prend, comme toujours, figure hargneuse. De sorte que la majorité confédérale actuelle reprend contre la minorité les arguments dont se servait l'ancienne majorité de la rue Lafayette. Cette majorité devint minoritaire. Quels torts peut-on reprocher à la minorité ? C'est elle qui, au point de vue syndical et révolutionnaire, le demeurerait avec elle elle soutiendrait de toutes ses forces notre point de vue syndicaliste.

Dans la lutte présente, nous nous trouvons en face de deux thèses syndicales : La thèse syndicaliste, La thèse politique.

Les syndicalistes disent que la valeur révolutionnaire du mouvement de classe vient de la lutte des travailleurs contre les forces oppressives : patronat soutenu par l'Etat capitaliste.

Cette lutte a éveillé, chez une fraction de travailleurs, le sentiment très fort, la compréhension très vive de la lutte de classe. Elle a développé l'esprit de classe des prolétaires.

Des théoriciens ont senti vivement la dualité sociale et ont dit : capitaliste, Les conditions de la lutte.

Ils ont aidé la classe travailleuse à systématiser les résultats de son expérience, mais ils n'ont pu créer la fond même.

Le fond, c'est le courage de ceux qui, dans la journée, mènent la lutte ; qui, aux prises avec les difficultés, arrivent à la victoire, ou sont vaincus par elles et, en cas de revers, recherchent les raisons de leur défaite pour leur profit à venir.

Le fond, c'est l'accumulation de ces expériences et de ces résultats. Ce sont les directives nettes qui s'en dégagent, et que les ouvriers d'aujourd'hui, plus instruits en histoire sociale que ceux du passé, savent mieux comprendre et arrivent à exprimer nettement.

Certes, les travaux des grands théoriciens — travaux vieillissants pour une part importante — mais qui ont été faits sur une route — ont aidé puissamment la classe ouvrière à voir clair dans cette œuvre, de l'œuvre à voir clair dans cette œuvre.

Ce fait donne-t-il aux théoriciens le droit de diriger les praticiens ? Ils ne le prétendent pas tous : ils étaient trop intelligents. De nos jours, ce ne sont pas Sorel, par exemple, qui encombreraient la route des travailleurs en lutte.

Voici la réponse de l'Association Internationale des Travailleurs aux insolentes du message de l'U. S. R. :

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS**

Camarades de la C.G.T.U., Syndicalistes révolutionnaires de France,

A l'heure où votre Congrès extraordinaire va prendre position sur la situation critique créée dans le syndicalisme français par les luttes intestines de partis, de tendances, le bureau administratif de l'A.I.T. considère de son devoir de vous adresser quelques paroles sur l'origine et le développement de ces luttes en tant qu'elles concernent l'Internationale des syndicalistes révolutionnaires.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici de la propagande doctrinale, d'autant plus que nous refusons-nous à introduire dans vos discussions le moindre élément de discorde. Nous voudrions simplement mettre les choses au point, vous rappeler certains faits et vous laisser, alors, prendre vos décisions en toute connaissance de cause, sans décision de la grande responsabilité que vous avez prise en France aussi bien que dans le monde syndicaliste révolutionnaire en général.

Quelles sont les organisations qui composent l'A.I.T. ? Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui s'entendent pacifiquement avec les politiciens qui ont toujours lutté contre l'union sacrée et qui, dans les années tragiques de la grande guerre, restèrent fidèles à leurs principes antilittéraires et à leur programme d'action directe antilittéraire.

Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui ont accueilli comme la grande libération la Révolution russe, sans chercher à se réhabiliter par elle, qui ont défendu l'indépendance de l'Europe exploitée pour des bénéfices électoraux ; qui ont salué comme l'appui moral et instinctif dans nos luttes sur le terrain intégral de la révolution, ce sont nos forces syndicales de partout — de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de la Suède, de la Norvège, de l'Amérique du Sud, du Mexique, des Etats-Unis — qui ont tenu la main, et nous fâmes les seuls, à la Révolution russe qui brisait le joug du monde, toutes les autres organisations ouvrières — liées à Amsterdam — restèrent dévouées à la collaboration de classes et aux partis politiques qui avaient tout à perdre d'une réalisation révolutionnaire comme celle qui fut accomplie par l'Internationale Communiste.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que, par un parti quelconque pour le triomphe du prolétariat, c'était donc un acte de solidarité spontanée qui a amené nos organisations syndicalistes révolutionnaires à adhérer à la Révolution russe et aux organes internationaux qui surgissaient sur le sol de cette révolution.

Mais déjà dès la première rencontre des syndicalistes révolutionnaires de l'Occident avec la réalité des événements de Russie, les premiers devenaient de plus en plus convaincus que les résultats réels de cette révolution — accomplie par un parti politique — menaient, sous le couvert de ce parti, à la subordination du mouvement ouvrier international aux intérêts de la Guerre, à la destruction de la République, à la destruction de la République, à la destruction de la République.

Pourquoi voulez-vous quitter la Pologne ? La Tchèque-Slovaquie est un mauvais pays ; on vous livrera aux bolcheviks. Et l'Allemagne est aussi un repaire à bolcheviks. Restez donc chez vous. Vous n'avez qu'à adopter le programme de la République allemande (c'est-à-dire du Directoire de Péttra) et vous vous en trouverez fort bien. Mais lorsque le camarade Makhno est dédaigneusement refusé de continuer des pourparlers de ce genre, les autorités polonaises changent d'attitude à son égard.

C'est celui qui fut appliqué au camp d'internement empira du jour au lendemain. Plusieurs sentinelles furent placées près du corps de bâtiment qu'il habitait ; un grillage et des cadenas furent apposés aux fenêtres de la chambre ; les sentinelles faisaient irruption à tout moment sous prétexte de contrôle. Enfin, on se mit à fabriquer de toutes pièces l'affaire Makhno. J. Krasnovsky fit son apparition, armé de documents cryptographiques tendant à démontrer l'existence d'un complot dirigé par Makhno contre la République polonaise.

Il serait superflu de vouloir démontrer qu'il était parfaitement impossible, dans les conditions de séquestration et de contrôle où se trouvait Makhno, de former quelque complot que ce fut. Il est clair, en outre, qu'à aucun point de vue n'apparaît plausible une alliance de Makhno avec les Communistes, qui ne discontinuent pas de fusiller les makhovistes en Russie (comme les makhovistes à Kharkov) aux quelques makhovistes, avec le chef d'Etat-Major, Victor Belach en tête) et qui ne souhaitent rien tant que de s'emparer de la tête de N. Makhno. A ce sujet, et en passant, rappelons ces paroles prononcées jadis par Trotsky : « La Makhovitchina est, nous, un mouvement, bien plus dangereux que celui de Denikine, contre-révolutionnaire avéré. La Makhovitchina, au contraire, se développe au fond des masses. C'est pourquoi il serait préférable pour nous d'abandonner l'Ukraine entière à Denikine, que de permettre à la Makhovitchina de s'y répandre. » Ces quelques paroles de Trotsky, bolcheviks ne démentent-elles pas la mentalité soviétique, mieux que ne pourraient le faire les plus grands discours ?

Ces « défenseurs du prolétariat » prêtent aux anarchistes les Denikine et similaires parce que les anarchistes savent comprendre les travailleurs, se faire aimer de ceux qui ont le droit de dire : « Danger pour l'œuvre politico-démagogique élaborée par quelques arrivistes en mal de dictature. »

Il est donc tout clair que, dans le procès qui va commencer, il ne saurait être question de d'une criminelle invention des autorités polonaises et peut-être aussi des autorités russes, qui cherchent à étouffer Makhno l'anarchiste sinon de leurs propres mains, du moins de celles de quelque bourgeois étranger.

Quoi qu'il en soit, le camarade Makhno se trouve sous le chef d'accusation de haute trahison envers les autorités de la République de Pologne et il risque d'encourir les peines les plus graves.

Les révolutionnaires de tous les pays ne doivent pas laisser un nouveau crime s'accomplir. Ils ne doivent pas oublier que Makhno fut un des bons artisans de la révolution russe avant que cette dernière ne devint la proie des dictateurs. C'est lui qui battit l'armée de Denikine et qui activa la défaite de Wrangel. C'est lui qui, victorieux des autorités bolcheviques, ne voulut pas se prêter à la comédie soviétique et accepter une autorité rouge en place d'une autorité blanche. Il faut empêcher qu'aujourd'hui les revendications bourgeoises et soviétiques ne s'acharnent sur lui.

Dans chaque pays, les travailleurs doivent s'en prendre aux autorités polonaises personnifiées par leurs délégués et leurs représentants et exiger la libération immédiate de Makhno.

Devant la coalition de toutes les autorités et de tous les intérêts, il faut que les hommes de cœur se dressent et sauvent l'insurgé Nestor Makhno.

Georges VIDAL.

Voici la réponse de l'Association Internationale des Travailleurs aux insolentes du message de l'U. S. R. :

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS**

Camarades de la C.G.T.U., Syndicalistes révolutionnaires de France,

A l'heure où votre Congrès extraordinaire va prendre position sur la situation critique créée dans le syndicalisme français par les luttes intestines de partis, de tendances, le bureau administratif de l'A.I.T. considère de son devoir de vous adresser quelques paroles sur l'origine et le développement de ces luttes en tant qu'elles concernent l'Internationale des syndicalistes révolutionnaires.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici de la propagande doctrinale, d'autant plus que nous refusons-nous à introduire dans vos discussions le moindre élément de discorde. Nous voudrions simplement mettre les choses au point, vous rappeler certains faits et vous laisser, alors, prendre vos décisions en toute connaissance de cause, sans décision de la grande responsabilité que vous avez prise en France aussi bien que dans le monde syndicaliste révolutionnaire en général.

Quelles sont les organisations qui composent l'A.I.T. ? Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui s'entendent pacifiquement avec les politiciens qui ont toujours lutté contre l'union sacrée et qui, dans les années tragiques de la grande guerre, restèrent fidèles à leurs principes antilittéraires et à leur programme d'action directe antilittéraire.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici de la propagande doctrinale, d'autant plus que nous refusons-nous à introduire dans vos discussions le moindre élément de discorde. Nous voudrions simplement mettre les choses au point, vous rappeler certains faits et vous laisser, alors, prendre vos décisions en toute connaissance de cause, sans décision de la grande responsabilité que vous avez prise en France aussi bien que dans le monde syndicaliste révolutionnaire en général.

Quelles sont les organisations qui composent l'A.I.T. ? Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui s'entendent pacifiquement avec les politiciens qui ont toujours lutté contre l'union sacrée et qui, dans les années tragiques de la grande guerre, restèrent fidèles à leurs principes antilittéraires et à leur programme d'action directe antilittéraire.

Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui ont accueilli comme la grande libération la Révolution russe, sans chercher à se réhabiliter par elle, qui ont défendu l'indépendance de l'Europe exploitée pour des bénéfices électoraux ; qui ont salué comme l'appui moral et instinctif dans nos luttes sur le terrain intégral de la révolution, ce sont nos forces syndicales de partout — de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de la Suède, de la Norvège, de l'Amérique du Sud, du Mexique, des Etats-Unis — qui ont tenu la main, et nous fâmes les seuls, à la Révolution russe qui brisait le joug du monde, toutes les autres organisations ouvrières — liées à Amsterdam — restèrent dévouées à la collaboration de classes et aux partis politiques qui avaient tout à perdre d'une réalisation révolutionnaire comme celle qui fut accomplie par l'Internationale Communiste.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que, par un parti quelconque pour le triomphe du prolétariat, c'était donc un acte de solidarité spontanée qui a amené nos organisations syndicalistes révolutionnaires à adhérer à la Révolution russe et aux organes internationaux qui surgissaient sur le sol de cette révolution.

Mais déjà dès la première rencontre des syndicalistes révolutionnaires de l'Occident avec la réalité des événements de Russie, les premiers devenaient de plus en plus convaincus que les résultats réels de cette révolution — accomplie par un parti politique — menaient, sous le couvert de ce parti, à la subordination du mouvement ouvrier international aux intérêts de la Guerre, à la destruction de la République, à la destruction de la République, à la destruction de la République.

Pourquoi voulez-vous quitter la Pologne ? La Tchèque-Slovaquie est un mauvais pays ; on vous livrera aux bolcheviks. Et l'Allemagne est aussi un repaire à bolcheviks. Restez donc chez vous. Vous n'avez qu'à adopter le programme de la République allemande (c'est-à-dire du Directoire de Péttra) et vous vous en trouverez fort bien. Mais lorsque le camarade Makhno est dédaigneusement refusé de continuer des pourparlers de ce genre, les autorités polonaises changent d'attitude à son égard.

C'est celui qui fut appliqué au camp d'internement empira du jour au lendemain. Plusieurs sentinelles furent placées près du corps de bâtiment qu'il habitait ; un grillage et des cadenas furent apposés aux fenêtres de la chambre ; les sentinelles faisaient irruption à tout moment sous prétexte de contrôle. Enfin, on se mit à fabriquer de toutes pièces l'affaire Makhno. J. Krasnovsky fit son apparition, armé de documents cryptographiques tendant à démontrer l'existence d'un complot dirigé par Makhno contre la République polonaise.

Il serait superflu de vouloir démontrer qu'il était parfaitement impossible, dans les conditions de séquestration et de contrôle où se trouvait Makhno, de former quelque complot que ce fut. Il est clair, en outre, qu'à aucun point de vue n'apparaît plausible une alliance de Makhno avec les Communistes, qui ne discontinuent pas de fusiller les makhovistes en Russie (comme les makhovistes à Kharkov) aux quelques makhovistes, avec le chef d'Etat-Major, Victor Belach en tête) et qui ne souhaitent rien tant que de s'emparer de la tête de N. Makhno. A ce sujet, et en passant, rappelons ces paroles prononcées jadis par Trotsky : « La Makhovitchina est, nous, un mouvement, bien plus dangereux que celui de Denikine, contre-révolutionnaire avéré. La Makhovitchina, au contraire, se développe au fond des masses. C'est pourquoi il serait préférable pour nous d'abandonner l'Ukraine entière à Denikine, que de permettre à la Makhovitchina de s'y répandre. » Ces quelques paroles de Trotsky, bolcheviks ne démentent-elles pas la mentalité soviétique, mieux que ne pourraient le faire les plus grands discours ?

Ces « défenseurs du prolétariat » prêtent aux anarchistes les Denikine et similaires parce que les anarchistes savent comprendre les travailleurs, se faire aimer de ceux qui ont le droit de dire : « Danger pour l'œuvre politico-démagogique élaborée par quelques arrivistes en mal de dictature. »

Il est donc tout clair que, dans le procès qui va commencer, il ne saurait être question de d'une criminelle invention des autorités polonaises et peut-être aussi des autorités russes, qui cherchent à étouffer Makhno l'anarchiste sinon de leurs propres mains, du moins de celles de quelque bourgeois étranger.

Quoi qu'il en soit, le camarade Makhno se trouve sous le chef d'accusation de haute trahison envers les autorités de la République de Pologne et il risque d'encourir les peines les plus graves.

Les révolutionnaires de tous les pays ne doivent pas laisser un nouveau crime s'accomplir. Ils ne doivent pas oublier que Makhno fut un des bons artisans de la révolution russe avant que cette dernière ne devint la proie des dictateurs. C'est lui qui battit l'armée de Denikine et qui activa la défaite de Wrangel. C'est lui qui, victorieux des autorités bolcheviques, ne voulut pas se prêter à la comédie soviétique et accepter une autorité rouge en place d'une autorité blanche. Il faut empêcher qu'aujourd'hui les revendications bourgeoises et soviétiques ne s'acharnent sur lui.

Dans chaque pays, les travailleurs doivent s'en prendre aux autorités polonaises personnifiées par leurs délégués et leurs représentants et exiger la libération immédiate de Makhno.

Devant la coalition de toutes les autorités et de tous les intérêts, il faut que les hommes de cœur se dressent et sauvent l'insurgé Nestor Makhno.

Georges VIDAL.

Voici la réponse de l'Association Internationale des Travailleurs aux insolentes du message de l'U. S. R. :

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS**

Camarades de la C.G.T.U., Syndicalistes révolutionnaires de France,

A l'heure où votre Congrès extraordinaire va prendre position sur la situation critique créée dans le syndicalisme français par les luttes intestines de partis, de tendances, le bureau administratif de l'A.I.T. considère de son devoir de vous adresser quelques paroles sur l'origine et le développement de ces luttes en tant qu'elles concernent l'Internationale des syndicalistes révolutionnaires.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici de la propagande doctrinale, d'autant plus que nous refusons-nous à introduire dans vos discussions le moindre élément de discorde. Nous voudrions simplement mettre les choses au point, vous rappeler certains faits et vous laisser, alors, prendre vos décisions en toute connaissance de cause, sans décision de la grande responsabilité que vous avez prise en France aussi bien que dans le monde syndicaliste révolutionnaire en général.

Quelles sont les organisations qui composent l'A.I.T. ? Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui s'entendent pacifiquement avec les politiciens qui ont toujours lutté contre l'union sacrée et qui, dans les années tragiques de la grande guerre, restèrent fidèles à leurs principes antilittéraires et à leur programme d'action directe antilittéraire.

Nous n'avons pas l'intention de faire ici de la propagande doctrinale, d'autant plus que nous refusons-nous à introduire dans vos discussions le moindre élément de discorde. Nous voudrions simplement mettre les choses au point, vous rappeler certains faits et vous laisser, alors, prendre vos décisions en toute connaissance de cause, sans décision de la grande responsabilité que vous avez prise en France aussi bien que dans le monde syndicaliste révolutionnaire en général.

Quelles sont les organisations qui composent l'A.I.T. ? Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui s'entendent pacifiquement avec les politiciens qui ont toujours lutté contre l'union sacrée et qui, dans les années tragiques de la grande guerre, restèrent fidèles à leurs principes antilittéraires et à leur programme d'action directe antilittéraire.

Ce sont les forces syndicales de tous les pays qui ont accueilli comme la grande libération la Révolution russe, sans chercher à se réhabiliter par elle, qui ont défendu l'indépendance de l'Europe exploitée pour des bénéfices électoraux ; qui ont salué comme l'appui moral et instinctif dans nos luttes sur le terrain intégral de la révolution, ce sont nos forces syndicales de partout — de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, de la Suède, de la Norvège, de l'Amérique du Sud, du Mexique, des Etats-Unis — qui ont tenu la main, et nous fâmes les seuls, à la Révolution russe qui brisait le joug du monde, toutes les autres organisations ouvrières — liées à Amsterdam — restèrent dévouées à la collaboration de classes et aux partis politiques qui avaient tout à perdre d'une réalisation révolutionnaire comme celle qui fut accomplie par l'Internationale Communiste.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de constater que, par un parti quelconque pour le triomphe du prolétariat, c'était donc un acte de solidarité spontanée qui a amené nos organisations syndicalistes révolutionnaires à adhérer à la Révolution russe et aux organes internationaux qui surgissaient sur le sol de cette révolution.

Mais déjà dès la première rencontre des syndicalistes révolutionnaires de l'Occident avec la réalité des événements de Russie, les premiers devenaient de plus en plus convaincus que les résultats réels de cette révolution — accomplie par un parti politique — menaient, sous le couvert de ce parti, à la subordination du mouvement ouvrier international aux intérêts de la Guerre, à la destruction de la République, à la destruction de la République, à la destruction de la République.

Pourquoi voulez-vous quitter la Pologne ? La Tchèque-Slovaquie est un mauvais pays ; on vous livrera aux bolcheviks. Et l'Allemagne est aussi un repaire à bolcheviks. Restez donc chez vous. Vous n'avez qu'à adopter le programme de la République allemande (c'est-à-dire du Directoire de Péttra) et vous vous en trouverez fort bien. Mais lorsque le camarade Makhno est dédaigneusement refusé de continuer des pourparlers de ce genre, les autorités polonaises changent d'attitude à son égard.

C'est celui qui fut appliqué au camp d'internement empira du jour au lendemain. Plusieurs sentinelles furent placées près du corps de bâtiment qu'il habitait ; un grillage et des cadenas furent apposés aux fenêtres de la chambre ; les sentinelles faisaient irruption à tout moment sous prétexte de contrôle. Enfin, on se mit à fabriquer de toutes pièces l'affaire Makhno. J. Krasnovsky fit son apparition, armé de documents cryptographiques tendant à démontrer l'existence d'un complot dirigé par Makhno contre la République polonaise.

Il serait superflu de vouloir démontrer qu'il était parfaitement impossible, dans les conditions de séquestration et de contrôle où se trouvait Makhno, de former quelque complot que ce fut. Il est clair, en outre, qu'à aucun point de vue n'apparaît plausible une alliance de Makhno avec les Communistes, qui ne discontinuent pas de fusiller les makhovistes en Russie (comme les makhovistes à Kharkov) aux quelques makhovistes, avec le chef d'Etat-Major, Victor Belach en tête) et qui ne souhaitent rien tant que de s'emparer de la tête de N. Makhno. A ce sujet, et en passant, rappelons ces paroles prononcées jadis par Trotsky : « La Makhovitchina est, nous, un mouvement, bien plus dangereux que celui de Denikine, contre-révolutionnaire avéré. La Makhovitchina, au contraire, se développe au fond des masses. C'est pourquoi il serait préférable pour nous d'abandonner l'Ukraine entière à Denikine, que de permettre à la Makhovitchina de s'y répandre. » Ces quelques paroles de Trotsky, bolcheviks ne démentent-elles pas la mentalité soviétique, mieux que ne pourraient le faire les plus grands discours ?

Ces « défenseurs du prolétariat » prêtent aux anarchistes les Denikine et similaires parce que les anarchistes savent comprendre les travailleurs, se faire aimer de ceux qui ont le droit de dire : « Danger pour l'œuvre politico-démagogique élaborée par quelques arrivistes en mal de dictature. »

Il est donc tout clair que, dans le procès qui va commencer, il ne saurait être question de d'une criminelle invention des autorités polonaises et peut-être aussi des autorités russes, qui cherchent à étouffer Makhno l'anarchiste sinon de leurs propres mains, du moins de celles de quelque bourgeois étranger.

Quoi qu'il en soit, le camarade Makhno se trouve sous le chef d'accusation de haute trahison envers les autorités de la République de Pologne et il risque d'encourir les peines les plus graves.

Les révolutionnaires de tous les pays ne doivent pas laisser un nouveau crime s'accomplir. Ils ne doivent pas oublier que Makhno fut un des bons artisans de la révolution russe avant que cette dernière ne devint la proie des dictateurs. C'est lui qui battit l'armée de Denikine et qui activa la défaite de Wrangel. C'est lui qui, victorieux des autorités bolcheviques, ne voulut pas se prêter à la comédie soviétique et accepter une autorité rouge en place d'une autorité blanche. Il faut empêcher qu'aujourd'hui les revendications bourgeoises et soviétiques ne s'acharnent sur lui.

Dans chaque pays, les travailleurs doivent s'en prendre aux autorités polonaises personnifiées par leurs délégués et leurs représentants et exiger la libération immédiate de Makhno.

Devant la coalition de toutes les autorités et de tous les intérêts, il faut que les hommes de cœur se dressent et sauvent l'insurgé Nestor Makhno.

Georges VIDAL.

## RÉVOLUTION OU RÉACTION

Dans toute la presse révolutionnaire allemande, on rencontre cette opinion que l'Allemagne est aux portes d'un changement de régime : révolution ou réaction.

Il est compréhensible que le changement de régime gouvernemental, les luttes entre les divers partis politiques, l'écroulement économique et les émeutes de la faim qui en résultent, l'accroissement des forces fascistes et les préparatifs militaires de la réaction, les difficultés de l'industrie et du commerce et le chômage, qui tout ceci, en dehors de l'Allemagne, donne l'impression que l'Allemagne est à l'avant-veille d'événements graves. C'est compréhensible.

En Allemagne même, on ne voit pas les choses objectivement. Ceci a un désavantage : on perd la vue générale, mais aussi un avantage : étant au milieu de ces divers courants, on les conçoit et les comprend plus vite.

Lorsque la révolution éclata en Allemagne, à la suite de la défaite de l'armée allemande en 1918, on croyait dans les milieux ouvriers à la réalisation des idées socialistes comme on avait conçu une révolution pendant les cinquante dernières années.

Ce fut le malheur de la révolution allemande que le parti social-démocrate et les syndicalistes réformistes se misent à la tête du mouvement révolutionnaire.

Ces deux organisations n'avaient jamais été révolutionnaires, mais toujours réformistes, et leur seul but était d'être reconnues par le régime capitaliste et de participer au pouvoir capitaliste.

Les leaders du parti social-démocrate ont entrepris d'accaparer les énergies des masses révolutionnaires et de sauver l'Etat par un assemblage hâtif et une constitution en commun avec les partis bourgeois et d'affirmer la société bourgeoise et l'Etat capitaliste.

Les syndicalistes réformistes qui se disent socialistes et adhèrent à l'Internationale d'Amsterdam, qui, pendant la guerre, militèrent sous forme d'empire de la guerre, le 15 novembre 1918, huit jours après la révolution, firent l'alliance avec les patrons, les Stinnes, les Thyssen, les Krupp, pour la reconstruction du capitalisme.

Cette trahison fit échouer la révolution allemande. Il y eut la possibilité d'une révolution sociale, le prolétariat croyait au socialisme et espérait tout d'un régime économique socialiste. Le mécontentement et la haine de l'ancien régime étaient si forts qu'on ne voulait rien savoir d'un rétablissement du statu quo et qu'on exigea la création de la République socialiste, c'est-à-dire d'un ordre social tout à fait nouveau.

Les représentants de l'ancien régime, les hobereaux, les industriels et les grands commerçants surtout aussi les militaires, avaient peur ; ils sentaient que c'en était fini de leur grandeur, et ils n'osaient pas faire une résistance sérieuse.

Le pouvoir tomba entre les mains des travailleurs. Ils ne savaient quoi en faire. Grands dans la croyance au parlementarisme et au socialisme étatique, ils remirent le pouvoir aux leaders élus. Et cela fut le malheur de la classe ouvrière et le salut de la classe capitaliste. Comme celui qui tombe à l'eau essaie de saisir une bouée, la classe ouvrière a saisi l'occasion de négocier avec les leaders ouvriers, et elle a réussi à sauver le capitalisme.

Au commencement, les leaders se sont dressés contre les masses ; des scissions s'en suivirent. La révolution se déchaîna et elle dut céder la place à une révolution politique. Et l'on comprit l'avantage qu'il y avait à faire changer la révolution politique en une simple révolution de palais.

Les larrons industriels gardèrent leurs usines et leurs usines ; les hobereaux, leurs domaines, et s'il apparut que la démocratie avait vaincu, même économiquement, à cause de la loi des conseils d'usines, l'essentiel était que la propriété individuelle subsistât.

Les suites ne se firent pas attendre. Lorsque les capitalistes se sentirent suffisamment forts, ils commencèrent la lutte pour reconquérir le pouvoir politique et pour rendre les petites victoires économiques du prolétariat tout à fait illusoire.

Et la réaction commença. D'abord, les éléments militaires, incapables d'un travail productif, furent pris à la solde de la haute finance, des hobereaux et des industriels. Avec la complicité des leaders social-démocrates, ils créèrent une défense sous les noms les plus divers : orgesch, défense civile, etc. Les rangs de ces bandes militaires se virent bientôt grossir de tous les éléments de la classe militaire désemparée, qui cherchaient à étouffer Makhno. J. Krasnovsky fit son apparition, armé de documents cryptographiques tendant à démontrer l'existence d'un complot dirigé par Makhno contre la République polonaise.

Il serait superflu de vouloir démontrer qu'il était parfaitement impossible, dans les conditions de séquestration et de contrôle où se trouvait Makhno, de former quelque complot que ce fut. Il est clair, en outre, qu'à aucun point de vue n'apparaît plausible une alliance de Makhno avec les Communistes, qui ne discontinuent pas de fusiller les makhovistes en Russie (comme les makhovistes à Kharkov) aux quelques makhovistes, avec le chef d'Etat-Major, Victor Belach en tête) et qui ne souhaitent rien tant que de s'emparer de la tête de N. Makhno. A ce sujet, et en passant, rappelons ces paroles prononcées jadis par Trotsky : « La Makhovitchina est, nous, un mouvement, bien plus dangereux que celui de Denikine, contre-révolutionnaire avéré. La Makhovitchina, au contraire, se développe au fond des masses. C'est pourquoi il serait préférable pour nous d'abandonner l'Ukraine entière à Denikine, que de permettre à la Makhovitchina de s'y répandre. » Ces quelques paroles de Trotsky, bolcheviks ne démentent-elles pas la mentalité soviétique, mieux que ne pourraient le faire les plus grands discours ?

Ces « défenseurs du prolétariat » prêtent aux anarchistes les Denikine et similaires parce que les anarchistes savent comprendre les travailleurs, se faire aimer de ceux qui ont le droit de dire : « Danger pour l'œuvre politico-démagogique élaborée par quelques arrivistes en mal de dictature. »

Il est donc tout clair que, dans le procès qui va commencer, il ne saurait être question de d'une criminelle invention des autorités polonaises et peut-être aussi des autorités russes, qui cherchent à étouffer Makhno l'anarchiste sinon de leurs propres mains, du moins de celles de quelque bourgeois étranger.

Quoi qu'il en soit, le camarade Makhno se trouve sous le chef d'accusation de haute trahison envers les autorités de la République de Pologne et il risque d'encourir les peines les plus graves.

Les révolutionnaires de tous les pays ne doivent pas laisser un nouveau crime s'accomplir. Ils ne doivent pas oublier que Makhno fut un des bons artisans de la révolution russe avant que cette dernière ne devint la proie des dictateurs. C'est lui qui battit l'armée de Denikine et qui activa la défaite de Wrangel. C'est lui qui, victorieux des autorités bolcheviques, ne voulut pas se prêter à la comédie soviétique et accepter une autorité rouge en place d'une autorité blanche. Il faut empêcher qu'aujourd'hui les revendications bourgeoises et soviétiques ne s'acharnent sur lui.

Dans chaque pays, les travailleurs doivent s'en prendre aux autorités polonaises personnifiées par leurs délégués et leurs représentants et exiger la libération immédiate de Makhno.

Devant la coalition de toutes les autorités et de tous les intérêts, il faut que les hommes de cœur se dressent et sauvent l'insurgé Nestor Makhno.

Georges VIDAL.



# On assassine en Bulgarie

Depuis le coup d'Etat du 9 juin, régulièrement, quotidiennement, on assassine en Bulgarie. Un à un, les militants tombent, victimes d'une atroce réaction. Le fascisme souverain réprime les moindres velléités d'indépendance. Sa main sanglante s'appesantit sur le pays tout entier. On assassine à Sofia, On assassine à Gorna-Djouna. On assassine dans les grandes villes et dans les plus petits hameaux. On assassine partout.

A Stara-Zagora, deux camarades sont tués, dont Grigor Zlatkov. A Gorna-Djouna, vingt de nos camarades sont tués, dont Grigor Zlatkov. On assassine à Stara-Zagora, On assassine à Gorna-Djouna. On assassine dans les grandes villes et dans les plus petits hameaux. On assassine partout.

camarades, et à Doupnitsa, un camarade est assassiné par la police et l'armée. Le paisible village de Zopouhna est entièrement détruit par l'artillerie. A Tatar Pazdzhik sept camarades sont assassinés. Et la liste pourrait s'allonger indéfiniment.

A Sofia on arrête Christo Zackoff, Vassil Mihailoff, Slavi, Ketoff, Kérensky, etc., et peut-être qu'à l'heure actuelle ces camarades sont morts.

Le prolétariat international ne peut pas se désintéresser du sort des révolutionnaires bulgares. Il faut qu'il se dresse une fois de plus et fasse entendre sa voix généreuse par dessus les frontières. Sinon le fascisme, fort de son universelle impunité, exterminera tous les hommes libres de ce malheureux pays.

Pour venir en aide aux victimes de la réaction en Bulgarie, pour exiger la libération de tous ceux qui sont arbitrairement retenus en prison, il s'est formé un Comité d'action. Ce Comité fera paraître un journal en langue bulgare pour ranimer la propagande en Bulgarie. Tout ce qui concerne le Comité doit être adressé à Georges Vidal, 6, rue Louis-Blanc, Paris (10\*) (pour Guesyreb).

Georges VIDAL.

## IRRÉVÉRENCES...

Il est de bonne démagogie, et c'est devenu un lieu commun que de proclamer la fin imminente du régime capitaliste. J'ai plein les oreilles des tonitruantes affirmations : le vieux monde croule, la société capitaliste pourrie jusqu'aux moelles, va s'écrouler dans sa pourriture, etc., etc. Je sais bien qu'en théorie publique, cela fait très bien et ne peut que susciter des tempêtes d'applaudissements. Je sais bien que pour certains orateurs au coup de gueule retentissant, le souci de leur renommée, quand ce n'est pas de leur intérêt, passe avant celui de la vérité.

savoir que si nous dénonçons comme criminels toutes les institutions bourgeoises, ce n'est pas pour les remplacer par d'autres ayant les mêmes défauts, mais pour supprimer à tout jamais la contrainte, l'autorité. Ce n'est pas la libération des gardiens de prisons que nous voulons changer, ce sont les prisons elles-mêmes que nous voulons détruire. A nous de leur prouver qu'il est possible de se passer de maîtres, que pour des hommes éduqués, l'entente libre est la seule base d'un régime d'harmonie et de liberté.

Mais ne cachons rien des difficultés à surmonter. Envisageons du contraire d'un œil clair toute la puissance du régime que nous avons à détruire. Appliquons-nous à éveiller chez les individus la conscience de leurs droits et de leur force.

Cela voudrait mieux que de crier sur les toits que la révolution est inévitable, le progrès fatal, ce qui a pour effet de prédisposer au sommeil certains individus qui attendent ainsi que ça vienne...

Pierre MAULDES.

### Pour Makhno

LISTE RECAPITATIVE

Groupe du XX<sup>e</sup> Paris, 100 fr. ; Groupe du XII<sup>e</sup>, 27 fr. ; Groupe du XVII<sup>e</sup>, 3 fr. ; Union Anarchiste, 300 fr. ; Carlos, Bruxelles, 20 fr. ; Michaud, 5 fr. ; Sans nom, 10 fr. ; Nathaïe B. Ellis, 25 fr. ; Liste versée par Scariatti, 29 fr. 50 ; Groupe central d'études sociales de Barcelone, 51 fr. ; Un copain de Fontainebleau, 10 fr. ; Gros, 20 fr. ; Giuseppe Marchini, 12 fr. 50 ; Siga operaia da construção civil de São Paulo, 275 fr. 00 ; Mureau, 5 fr. ; Jeunesse Anarchiste de Paris, 50 fr. ; Gaspard Perrallion, Santa-Fé, 2 fr. 50.

Tout : 917 fr. 50.

La souscription reste ouverte.

### POUR NICOLAU & MATEU

Le Comité intersyndical de Saint-Denis organise pour le jeudi 22 novembre un

### Grand Meeting

en faveur de nos camarades Nicolau et Mateu.

Prendront la parole :

Chivalvi, pour l'Union des Syndicats de la Seine ;

Sauger, pour l'A.R.A.C. ;

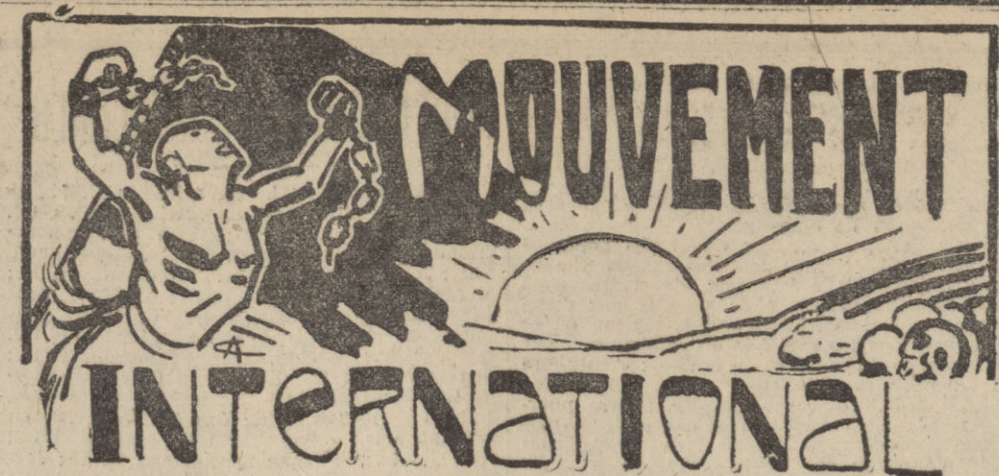
Leclon, pour l'Union Anarchiste ;

Battini, pour l'Union des Syndicats Confédérés ;

Pommier, pour le Comité de Défense Sociale ;

Un orateur de l'Union Socialiste Communiste.

L'Union Anarchiste adresse un appel à tous les hommes de cœur en faveur de nos malheureux camarades.



## Les Anarchistes Chinois et le Congrès Anarchiste International

L'Anarchisme a été introduit en Chine depuis plus de dix ans. Avant la Révolution démocratique, tous les révolutionnaires, alors qu'ils étaient contre le despotisme monarchique, habitaient à l'étranger où ils eurent l'occasion d'étudier l'Anarchisme et de le faire connaître à leurs compatriotes.

En 1907, notre camarade Liyuying, habitant la France, fit paraître hebdomadairement, en langue chinoise, le journal *Le Temps Nouveau*. Ce journal est le premier organe des anarchistes chinois. En outre, le camarade Liyuying édita aussi de nombreuses brochures anarchistes ; il est à regretter qu'elles ne purent être envoyées en Chine, à cause de la politique, mais parmi les étudiants chinois habitant l'Europe, beaucoup acceptaient l'Anarchisme. Pour une cause inconnue, *Le Temps Nouveau* cessa de paraître en 1910.

En même temps, les camarades chinois habitant le Japon, fondèrent, à Tokio, une association pour étudier l'Anarchisme ; les membres étaient très nombreux. Eux aussi publièrent un journal, *L'Égalité*. Malheureusement, ces derniers n'ayant envisagé que la Révolution politique, n'appréhendèrent pas la théorie de la Révolution sociale ; de plus, peu de temps après, les fondateurs de l'association, ne s'occupant que du mouvement politique, leur influence déclinait.

En 1912, le camarade Sifo fonda le foyer anarchiste « Tui-Min » à Canton ; c'était le premier groupe de propagande anarchiste en Chine. Ses éditions furent les suivantes : la *Collection des Temps Nouveaux* ; les *Traité de l'Anarchisme* ; *Manuel des Soldats* ; la *Grèce Générale* ; *Critique du Socialisme* ; *Explication de l'Anarchisme* ; *Discours entre deux ouvriers* ; les *Œuvres de Sifo* ; la *Collection de la Voix du Peuple*. Les jeunes étudiants les estimèrent beaucoup ; c'est pourquoi les livres, aussitôt édités, étaient épuisés.

Dans la même année, les camarades de Shanghai fondèrent un Parti socialiste anarchiste et publièrent le journal *La Conscience* ; deux numéros seulement parurent, le Parti fut dissous par le gouvernement et les membres furent exilés.

En 1913, le groupe « Tui-Min » publia, à Canton, le journal *La Voix du Peuple* en deux langues : chinoise et espéranto ; après le deuxième numéro, il fut interdit par le gouvernement. Ensuite, la rédaction fut changée plusieurs fois de place. Le journal parut jusqu'en 1929. En novembre 1916, il cessa de paraître.

En octobre de la même année, les camarades de Shanghai fondèrent un groupe anarchiste communiste : 1<sup>o</sup> propagandant la doctrine ; 2<sup>o</sup> communiquant avec tous les camarades.

En même temps, à Changshu ku, Nan-King, Canton se formèrent aussi des groupes semblables. Le journal, en dehors de la *Voix du Peuple*, était *La Justice* ; il était édité à Rangong (Burma) et réanda entre les travailleurs chinois en Indo-Chine et en Océanie.

En mars 1915, le camarade Sifo, rédacteur de la *Voix du Peuple*, mourut de maladie. Après sa mort, la parution de la *Voix* ne put être assurée, mais les camarades, dans toutes les villes, firent une propagande très efficace.

En 1917, les camarades de l'Université de Pékin fondèrent le groupe anarchiste « La Vérité », pour étudier l'Anarchisme et éditer irrégulièrement le journal *La Libre Chronique*. Au même moment, les camarades de Nanking publièrent le journal *L'Humanité*.

En 1918, les camarades de Shanghai fondèrent le milieu libre « Universalité » et publièrent la revue mensuelle *Le Travailleur*. Les camarades de Shen-Shi fondèrent le groupe « Égalité » et éditeront le bulletin *Égalité*.

En 1919, les camarades de partout, associés, éditeront la revue mensuelle *Évolution*, mais après le numéro 3 elle fut interdite et le camarade éditeur, Pehon, était arrêté. En même temps, les camarades de la colonie anglaise et hollandaise, de l'île Malay, fondèrent le groupe « La Vérité », éditeront plus de 10.000 brochures anarchistes. Par ordre, des camarades furent chassés de Singapour, Sumatra et Java.

En 1920, de nombreux camarades se réunirent à Chang-Chaï, éditeront le journal hebdomadaire *L'Étoile de Tu-kien*, organisèrent un groupe régional de propagande et distribuèrent plus de cent mille tracts anarchistes dans les réunions athlétiques. Pour ce fait, quelques camarades furent arrêtés et exilés.

En 1921, les camarades de Canton fondèrent le journal *La Voix du Peuple*, ceux de Shanghai, le journal mensuel *La Liberté*. A Pékin, ils publièrent le journal bi-mensuel *La Vie Nouvelle* et éditeront les livres suivants : *L'Œuvre de Kropotkine*, *La Science moderne et l'Anarchisme*.

Ces derniers temps, nos éditions, de nouvelles parurent à Pékin : *Le Mouvement Social*, *Le Mouvement du Peuple* ; à Canton : *La Cloche du Peuple* ; à Amoy : *L'Heure du Peuple* ; à Shanghai : *La Liberté*, *L'Homme* ; à Sze-Chuan : *Le Peuple*, *La Voix de l'Homme* ; à An-Ching : *Le Journal du Peuple* ; à Tien-Tsin : *La Lueur de l'Étoile*. En France : *Le Travail*. De nouveaux groupes furent fondés. A Hunan : « L'Anarchie » ; à Sze-Chuan : « La Capacité ».

Notre mouvement est très difficile à cause du manque d'argent, mais il n'a jamais cessé depuis que l'Anarchie a été introduite en Chine.

Notre mouvement antérieur s'est remarqué seulement par la propagande de brochures et journaux ; ces dernières années, nous nous sommes occupés du mouvement pratique.

Grève générale, comme les camarades européens et américains, cela serait impossible dans notre pays. De plus, les travailleurs sont très arriérés par manque d'éducation. Beaucoup d'entre eux ne comprennent même pas les mots ; il est très difficile, pour eux, de comprendre notre idéal. C'est pourquoi nous pensons profondément que, une rébellion armée occupant le pays, serait la seule forme de Révolution sociale en Chine. Ensuite, nous aiderions les camarades de partout pour la révolution, ce serait une méthode plus efficace que par les brochures et la grève.

En Chine, depuis la Révolution, il n'y a que des Républiques de nom, car le despotisme existe encore comme avant. Si nos articles étaient plus révolutionnaires, les journaux seraient aussitôt interdits par le gouvernement. C'est pourquoi notre propagande ne peut pas être publique. Par nos camarades beaucoup se font instituteurs pour propager notre idéal chez les étudiants, mais beaucoup d'étudiants sont fils de capitalistes, c'est pourquoi les résultats sont encore très faibles.

Après une expérience de plus de dix ans par la propagande, notre idéal ne progresse pas rapidement, c'est pourquoi nous devons pas un meilleur moyen, nous fuirions en Espagne, en Angleterre, en France, nous pourrions nous faire connaître par la propagande, nous devons étudier la méthode révolutionnaire, mais avec des remarques.

A l'occasion de notre Congrès International, outre le rapport, nous vous proposons nos idées suivantes :

1<sup>o</sup> Créer une organisation internationale.

C'est parce que nous n'avons pas d'organisation internationale que l'Anarchisme progresse si lentement, parce que nos camarades du monde entier ne peuvent pas se mettre en relations. Grâce à ce congrès, nous devons organiser la Fédération anarchiste internationale, et nous faciliter les communications, ainsi que pour la propagande, nous devons désigner un ou deux camarades de chaque pays comme comité d'action, recruter des membres payants pour que l'organisation ait de l'argent pour la propagande et éditer un journal en espéranto, anglais, français, pour que les camarades du monde entier aient une source d'informations.

2<sup>o</sup> Observer le mouvement syndicaliste.

L'organisation syndicale est le modèle de la société future. C'est pourquoi nous devons nous occuper du mouvement syndicaliste afin que la classe ouvrière ait la possibilité de préparer la révolution sociale.

3<sup>o</sup> Une armée organisée pendant la période révolutionnaire.

Beaucoup de nos camarades se préoccupent seulement de la théorie anarchiste, mais ne s'occupent pas de la méthode révolutionnaire. C'est une erreur. Nous pensons que la Révolution sociale ne pourra pas avoir lieu en même temps dans le monde entier, les Etats capitalistes nous attaqueront, nous ne pourrions pas défendre l'Anarchie par la Révolution générale, comme en témoigne la Révolution russe. Aussi, d'après les faits, pendant la période révolutionnaire, nous devons avoir une armée révolutionnaire pour défendre le mouvement social.

4<sup>o</sup> Employer l'Espéranto comme notre langue commune.

Nos camarades sont dans le monde entier ; à cause de la diversité des langues, nous ne pouvons pas nous unir. Pour primer cette difficulté, nous devons employer l'Espéranto comme langue commune, car l'Espéranto seul est répandu dans le monde entier et son étude est très facile pour les Orientaux. Si nous publions un journal en Espéranto, cela nous aidera beaucoup pour la propagande.

5<sup>o</sup> Fonder un Comité pour étudier les méthodes révolutionnaires.

Nous avons une très bonne théorie, mais les méthodes pour réaliser la théorie sont trop peu nombreuses ; de plus, la situation de tous les pays n'est pas la même et les méthodes doivent être changées selon la situation. Donc, maintenant, il est nécessaire de propager nos idées, mais il est nécessaire d'avoir des méthodes bonnes et efficaces pour réaliser notre idéal.

A ce Congrès, nous devons fonder un Comité pour étudier cela. C'est une affaire très importante pour activer notre mouvement.

Les lignes ci-dessus sont le fruit de notre expérience ; nous pensons que nos camarades savent bien cela. Nous espérons que nous aurons un grand succès au Congrès.

Vive l'Anarchie !  
La Fédération Anarchiste Communiste de langue chinoise.  
(Traduit de l'Espéranto par J. M.)

### A propos du Congrès International

Dans notre compte rendu du Congrès International nous avons omis d'annoncer que le camarade Haussard avait été chargé, à l'unanimité des délégués présents, d'être le secrétaire international. La tâche du secrétaire international sera de préparer les prochains congrès internationaux, d'assurer une liaison entre les différents mouvements anarchistes nationaux et de publier un bulletin international dont la parution reste à déterminer et sera d'ailleurs déterminée par les groupements anarchistes nationaux.

Prière pour tout ce qui concerne le secrétaire international d'adresser la correspondance au camarade Haussard, 9, rue Louis-Blanc, Paris (XV).

## PARALLÉLISME

Oui, Louzon avait raison en prenant pour titre de son récent article de l'*Humanité* : Etat de classe ? Non ! Etat de caste. Lutte de classe, disent les Communistes. ? Non ! Lutte de caste, et je m'explique.

Le communisme russe, autoritaire par excellence, n'est qu'un perfectionnement des modes de gouverner. Machiavel l'avait oublié, Trotsky l'a trouvé et mis en valeur. Car, gouverner pour les hommes supérieurs (1) du vingtième siècle (genre Poincaré, Mussolini, Trotsky), c'est permettre le gaspillage, les satisfactions de tous ordres, la guerre y compris, de la caste gouvernementale, de la caste qui possède le pays, de celle qui par ses élites au gouvernement possède la Puissance. Gouverner, c'est aussi laisser au peuple pour le tenir en laisse et en haleine un idéal démocratique ; un idéal de dévouement à la République, à la Patrie, à Dieu, au Travail. Il faut, selon les fortes paroles de Nietzsche, qu'une grande quantité de petit « travail soit faite » pour servir le gaspillage.

Le Communisme russe a parfaitement compris cela, et son tour de force, son invention géniale c'est d'avoir érigé le Travail en une sorte de culte national, c'est d'avoir repris à son compte cette formule en français : « Le travail c'est la liberté ! »

Le Travail-dieu, le Travail-force, le Travail-liberté, le Travail-plaisir sont les formules avec lesquelles le communisme « crée un nouveau niveau, une nouvelle méthode » pour assembler les forces, afin de conserver « les petites productions, en opposition avec un gaspillage sans économie ; en modernisant, en machinisant plutôt il cherche à asservir la nature destructrice, pour en faire l'économie de l'avenir » ; par l'érection du Travail en une religion il forme une nouvelle croyance « pour servir à la conservation des faibles, puisqu'il faut « qu'une quantité énorme de petit travail soit faite » ; il tend également « à la conservation » d'une croyance qui rend l'existence (1) « possible pour les faibles et ceux qui soutiennent ».

Le pouvoir capitaliste lutte contre le communisme à la façon d'un commerçant ou d'un industriel qui voit son rival possesseur d'un procédé, d'un moyen capable de ruiner ses affaires et de s'installer à sa place.

S'approprier le moyen, il n'y faut pas songer, mais plutôt détruire l'œuvre qui gêne, voilà tout ce que font les gouvernements bourgeois.

Cela n'a pas réussi, et s'apercevant qu'ils ont en face d'eux un concurrent (le pouvoir soviétique) mieux outillé qu'eux pour l'exploitation des forces prolétaires, ils cherchent à gratter pour partager les gains. Mais là se dessine l'intransigeance russe, seule manière de sauvegarder et d'augmenter les conquêtes du pouvoir soviétique.

Sa formule : pas de concession à la bourgeoisie, lutte à outrance dans tous les pays contre la classe bourgeoise lui permet de conserver l'appui des masses. Les conséquences : instauration du communisme dominant, au total, le plus grand rêve d'hégémonie depuis Charlemagne et Napoléon...

L'intransigeance russe étant son facteur de puissance par excellence, le communisme ne peut traiter avec la bourgeoisie, ou traiter seulement en gardant les apparences...

La bourgeoisie internationale sentant de ce fait ses forces se désagréger, suscite la dictature fasciste, le nationalisme pour parler à sa décharge.

Le fascisme devient le contre-pied bourgeois du communisme et tend à regrouper les forces capitalistes éparpillées avec un idéal rajeuni, à l'intention des masses.

Au fond, communisme et fascisme ne sont que les formes que revêtent les castes rivales qui se disputent la puissance.

Le seul ennui est que le peuple fasse les frais de cette rivalité et de la caste qui peut s'en suivre. C'est plus que jamais le rôle des libérateurs de projeter la clarté libératrice de la logique au fond des gouffres des consciences. N'ayons pas peur des calamités intérieures et soyons moins naïfs dans notre pacifisme à l'égard de ceux qui semblent être les plus près de nous. Ne nous laissons point broyer entre l'enclume et le marteau, si communistes que soient ces outils emblématiques. Mieux vaut encore la société capitaliste qu'un communisme genre « Talon de fer ».

L. CALY.

(1) Citations de Nietzsche, *Volonté de puissance*, 2 volumes, tome II, page 210.

### Occasion :

**Dictionnaire Universel**

de Maurice LACHATRE

4 volumes reliés : 70 francs

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10\*).

Librairie Sociale

L'ANARCHISME, par Paul Eltzbacher : 10 francs ; franco 10 fr. 85.

EVOLUTION, REVOLUTION. Idéal anarchique, par E. Reclus : 6 fr. 30 ; franco 7 fr. 30.

BAKOUNINE, Œuvres (6 tomes), chèque : 6 fr. 75 ; franco 7 fr. 30.

Adressez les commandes à Soubervielle, 9, rue Louis-Blanc, et le montant au Chèque postal : Soubervielle 598-55, Paris.

Vient de paraître :

**E. ARMAND**

**L'Initiation individualiste anarchiste**

8 francs. — Franco : 8 fr. 70

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10\*). Chèque postal : Soubervielle 598-55, Paris.

Repression de l'Anarchisme

en Russie Soviétique

TRADUCTION DE VOLINE

INTRODUCTION D'ANDRÉ COLOMER

Un volume de 128 pages, élégamment broché

En vente à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10\*).

Prix : 2 francs. Expédié franco : 2 fr. 50.

### Contre le Fascisme et la réaction

### Pour sauver Germaine Berton

et la préserver, chaque jour, des jets de boue et de venin d'Action Française, ne nous faut-il pas un QUOTIDIEN ANARCHISTE ?

Compagnon, toi seul peux en être le créateur :

Participe à l'emprunt pour le LIBERTAIRE QUOTIDIEN.

### FEUILLETON LITTÉRAIRE

### "Ma Vie"

XXI

Quinze jours après, ce fut ma Dackha qui mourut. Elle avait crié pendant deux semaines, elle ne mangeait plus, elle ne supportait plus rien. Elle s'affaiblissait et tout d'un coup, un jour, elle se calma. Toute joyeuse, je pensai : « Elle est soulagée. » Je voulais la faire rire et je lui dis :

— Dackhenka, jouons à la pie (4).

Comme Dackha fut gentille cette dernière fois ! Elle joua à la pie, battit des mains en cadence, j'en étais tout réjoui. « Grâce soient rendues à Dieu », pensai-je. Que vois-

(4) Jeu enfantin. La mère dit à l'enfant : La pie, cette coléole, a préparé le gruu. Elle a nourri les enfants, elle en a donné à celui-ci. (On prend une des mains de l'enfant, chaque doigt l'un après l'autre, en commençant par le petit doigt, et on s'arrête au pouce.)

A celui-ci, à celui-ci... Mais pas à celui-ci.

Il n'a pas apporté de bois, il n'a pas eu le gruu, il n'a pas nourri les enfants. Les enfants ont nourri, ils s'enlèvent en pleurant jusqu'à la tête.

(On lèche la main de l'enfant et, remontant le long du bras, on lui chatouille la tête.)

— Ma bonne, quand pourrais-je aller à l'église ? Je saurais bien la reconnaître parmi les autres corps.

— Ah ! dit-elle, tu l'y prends à temps : on l'a emportée et enterrée le jour même où tu m'en as parlé.

Et elle :

— Si on ne vous trompait pas, on ne pourrait plus se garer de vos larmes (5).

XXIV

Nous arrivâmes à Perm. On nous débarqua et on nous fit trotter jusqu'à l'endroci désigné pour la halte. Je marchais en avant : les petits suivaient comme ils pouvaient, en pleurant. J'aurais bien voulu les déclarer malades. Mais je craignais qu'on ne les mit à l'hôpital. Je faisais tout ce que je pouvais : tantôt je les portais, tantôt je les encourageais. Mais je ne réussis pas à échapper aux médecins. A l'appel des enfants, on s'aperçut de leur état. On fit venir un médecin. On mit mes petits à l'hôpital et on me prit avec eux.

On nous y conduisit en voiture. Le surveillant nous introduisit. Il y avait là une tzigane couchée, cheveux épars, les yeux hors de la tête. Elle poussait des cris incompréhensibles.

Le surveillant demanda :

— On y a-t-il une place libre ? Il faut un lit.

(5) Voir note 1.

— Il n'y en a pas, Votre Noblesse, tous sont pris.

— Il faut en rendre un libre.

— Peut-être alors ce lit là-bas. On pourrait l'occuper. La femme qui y est vient de mourir. Ça fait une place vacante.

— Et on montrait du doigt au surveillant un pauvre lit sur lequel un cadavre de femme était étendu.

— Allons ! et plus vite que ça, dit le surveillant, enlève-le !

A l'instant, on traîna le corps jusqu'à l'antichambre. C'était une femme âgée, aux cheveux déjà gris. On plaça une brigue sous sa tête. Et on me dit :

— Tenez, voilà un lit. Mettez-y les enfants.

Je restais figée sur place, sans bouger, pensant avec angoisse : le drap et l'oreiller ont touché le cadavre, comment s'en servir pour les enfants ?

— Votre Noblesse, dis-je, nous sommes trois : le lit ne peut faire que pour un, laissez-nous nous en aller. Permettez que nous nous en retournions, leurs jambes se cicatrissent toutes seules.

— Impossible, absolument impossible ! dit le surveillant. Vous passerez une semaine ici et les enfants guériront.

Il sortit. Je fondis en larmes. Nacha me dit :

— Maman, pourquoi te désoleras-tu comme ça ? Elle pleurait aussi, en disant cela, ses larmes tombaient lourdes et pressées comme des grêlons.

— Mon enfant chérie, si j'avais prévu que vous auriez à souffrir, je n'aurais pas quitté la maison. Mais voilà, j'ai eu pitié de votre père.

La tzigane se mit à crier, ce qui accrût la peur des enfants. Vania, de terreur, se pressait contre moi et son mal lui arrachait des larmes. Je couchai mes petits sur le lit, mais je rejetai le drap. « Il faut le mettre à l'air », me dis-je. Je demandai à manger.

La femme de service m'apporta quelque chose de si mauvais que je ne pus l'avaler. Les enfants ne mangèrent rien.

Nous passâmes neuf jours à l'hôpital, sans savoir quand on nous congédierait. Le dixième jour, Dieu eut pitié de nous. Je sollicitai qu'on nous accordât de partir. « Les enfants vont mieux », dis-je.

On nous laissa aller. Nous sortîmes. Les petits étaient dans le même état qu'avant : à peine s'ils pouvaient avancer.

Je leur disais tout bas, car je craignais qu'on ne les reprenît à l'hôpital :

— Allons, petits chers, faites tout ce que vous pouvez pour marcher plus vite.

Quand nous eûmes parcouru une certaine distance, nous nous assimes pour nous reposer. Puis nous repartîmes et nous finîmes par arriver. Enfin, voilà nos gens, tous se réjouissent de nous voir. Danilo me dit :

— La vie qu'ils m'ont faite, ça devenait ennuyeux. Vaska ne me laissait pas tranquille : « Et maman, quand est-ce qu'elle revient ? » Et il ne cessait de pleurer.

« Et il ne cessait de pleurer. »

### « MA VIE »

Récit d'une paysanne russe d'après Tolstoï

PRIX : 6 fr. 50. FRANCO : 7 francs.



